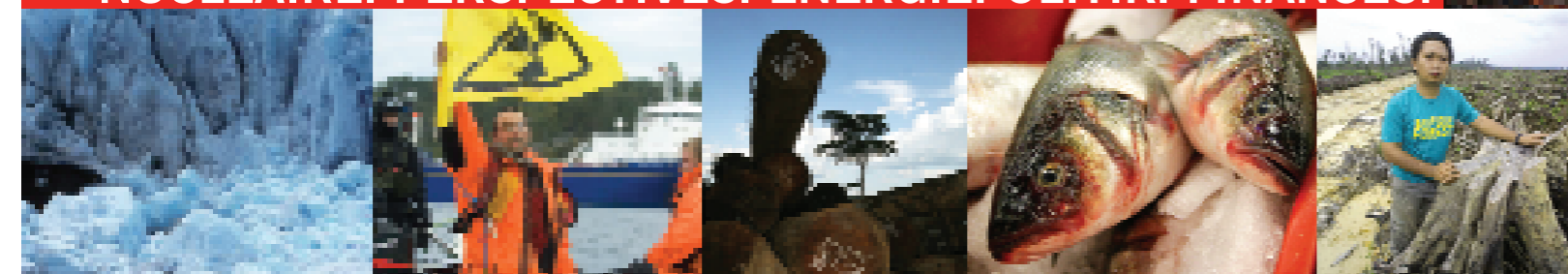


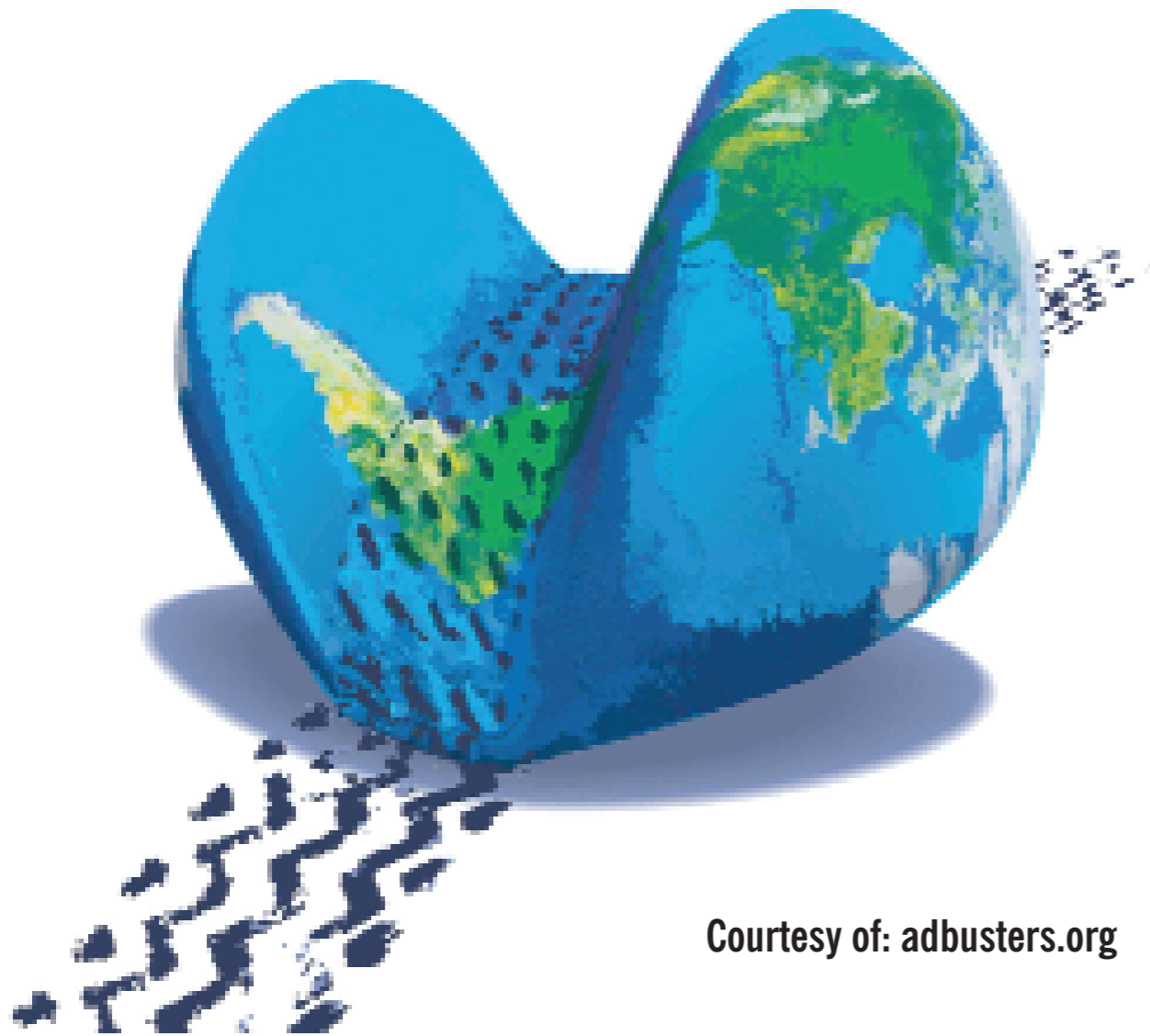


CONVICTION. RESPONSABILITÉ. SOLUTIONS. CLIMAT.
SUCCESS. GENTECHNIK. CRIME SCENE. FORÊTS ANCIENNES.
PASSION. OZEANE. INVESTIGATION. UMWELTGIFTE. ALARM.
NUCLÉAIRE. PERSPECTIVES. ENERGIEPOLITIK. FINANCES.





OOOPS...!



Courtesy of: adbusters.org

RIEN NE SE CRÉE, MAIS TOUT PEUT SE PERDRE !

Le compte à rebours est déclenché depuis un certain temps, mais maintenant nous entrons dans le sprint final. La prochaine décennie va être cruciale pour la mise en place des solutions que nous allons apporter au plus grand défi du XXI^{ème} siècle : le changement climatique mais par delà nous devons aussi résoudre la grave crise environnementale qui menace notre planète et dont l'humanité se rend responsable jour après jour.

Simplement continuer comme aujourd'hui n'est pas une option. Nous devons absolument repenser nos logiques économiques, nos modes de production et de consommation, mais aussi le rôle des gouvernements et des individus.

- Comment concilier le développement économique global en respectant notre environnement naturel ?
- Comment modifier nos façons de produire et de consommer l'énergie pour les rendre compatible avec la protection du climat ?
- Comment préserver les dernières forêts naturelles, la vie des océans ou encore notre agriculture des éléments transgéniques ?

Voilà d'importantes questions à lesquelles Greenpeace tente d'apporter des solutions. Mais l'action des citoyens est essentielle. Sans vous, sans votre prise de conscience, sans vos actes quotidiens, nous n'avons aucune chance de préserver notre belle planète.

Chaque ménage qui change pour l'électricité verte, chaque voyage en transport en commun, chaque fois que vous achetez consciemment un produit plus écologique à la place d'un autre, chaque fois que vous évitez de consommer inutilement, chaque fois que vous agissez de façon responsable, vous préservez une miette de notre environnement.

Tous ces petits gestes comptent, ils s'additionnent dans un sens ou dans l'autre. Aidez-nous à faire pencher la balance dans le bon sens.

Merci

Paul Delaunoy
Directeur de Greenpeace, Luxembourg



“ÖKOSTROM”: DIE ERFOLGSSTORY 2007

↑ „Ökostrom“ wurde auch in Luxemburg lange Zeit als Nischenprodukt belächelt. Seit Mitte 2007 jedoch ist ein wahrer Boom bei den privaten Haushalten, der öffentlichen Hand und einigen Großverbrauchern zu verzeichnen. Zur Zeit beziehen mehr als 1% aller privaten Haushalte in Luxemburg Ökostrom, das ist dreimal so viel wie noch im Juni 2007. Mittlerweile versorgen 46 Gemeinden und 4 Gemeindegemeinschaften ihre Liegenschaften mit „grünem Strom“, und seit dem 1. Januar 2008 fährt die luxemburgische Eisenbahngesellschaft CFL mit Ökostrom. Während Mitte 2007 nur 0,2% des nationalen Stromverbrauchs durch Ökostrom gedeckt wurde, hat sich die Menge verzehnfacht und liegt derzeit (April 2008) bereits bei mehr als 2% ! Auch LEO, der Stromversorger der Stadt Luxemburg, konnte sich der starken Nachfrage nach Ökostrom nicht länger verschließen. Nach

Cegedel („nova naturstrom“) und EIDA („eida.green“) bietet LEO seit März 2008 einen Ökostromtarif an, „green energy“.

Die Marketing- und Informationskampagne 2007 von Greenpeace zeigte einerseits eine hohe Bereitschaft der Verbraucher, zu Ökostrom zu wechseln. Andererseits wurde deutlich, dass ein enormer Informationsbedarf besteht. Wie einfach man zu Ökostrom wechseln kann und wie wenig „sauberer Strom“ kostet, ist den meisten Verbrauchern noch nicht bekannt.

Unsere Arbeit hat im Jahr 2007 zu einem deutlichen Anstieg der privaten Ökostrom-Kunden geführt. Diesen Erfolg wollen wir im Jahr 2008, u.a. auch in Zusammenarbeit mit den luxemburgischen Gemeinden, fortführen.



CONFÉRENCE Décembre 2007 Bali, Indonésie : Greenpeace a été présent tout au long de la négociation pour guider les décideurs sur la voie d'un futur énergétique propre et durable et les pousser à prendre les bonnes décisions lors de ces négociations clefs pour l'avenir du climat.

BAN Décembre 2007 Dublin, Irlande. Le gouvernement irlandais annonce, dans le cadre de son budget CO₂, l'élimination des ampoules à incandescence à partir de l'année 2009. Dans celles-ci, 90% de l'électricité utilisée est perdue en chaleur. L'Irlande sera le premier pays de l'UE à interdire ces lumières inefficaces.

ÉTUDE Septembre 2007, Washington, USA. Une étude des américains Innenministeriums (US Geological Survey) schätzt, dass auf Grund des Klimawandels und des dadurch schmelzenden Eises die Eisbären Alaskas und der Arktis innerhalb weniger Jahrzehnte vom Aussterben bedroht sind.

SUCCÈS Juin 2007 Luxembourg-ville. Greenpeace manifeste pour un étiquetage clair et précis de l'électricité devant la Chambre des députés.

POUR UNE POLITIQUE PLANÉTAIRE DE LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Début 2007, Greenpeace a formulé les solutions pour lutter contre les changements climatiques. Le scénario « **Révolution énergétique, vers un avenir énergétique propre et durable** », démontre qu'il est possible de réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 et de contenir l'augmentation globale des températures sous le seuil critique des 2°C.

TRAVAIL POLITIQUE

Le travail politique effectué au niveau national et européen au courant de l'année a poussé les responsables politiques de prendre les décisions nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à moyen et à long terme.

Lors du Conseil environnement du mois de mars les ministres européens se sont prononcés en faveur d'une réduction de 30% des gaz à effet de serre d'ici 2020, objectif cohérent avec la nécessité de garder l'augmentation de la température planétaire en dessous des 2°C.

Cet objectif a été confirmé par les chefs d'Etat européens et servait de base pour les négociations lors de la 13^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Bali. La conférence avait pour but de fixer les objectifs de réduction des émissions pour la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, allant de 2013 à 2017.

Greenpeace va continuer à presser le gouvernement luxembourgeois de prendre ses responsabilités et de réduire les émissions domestiques de manière considérable.

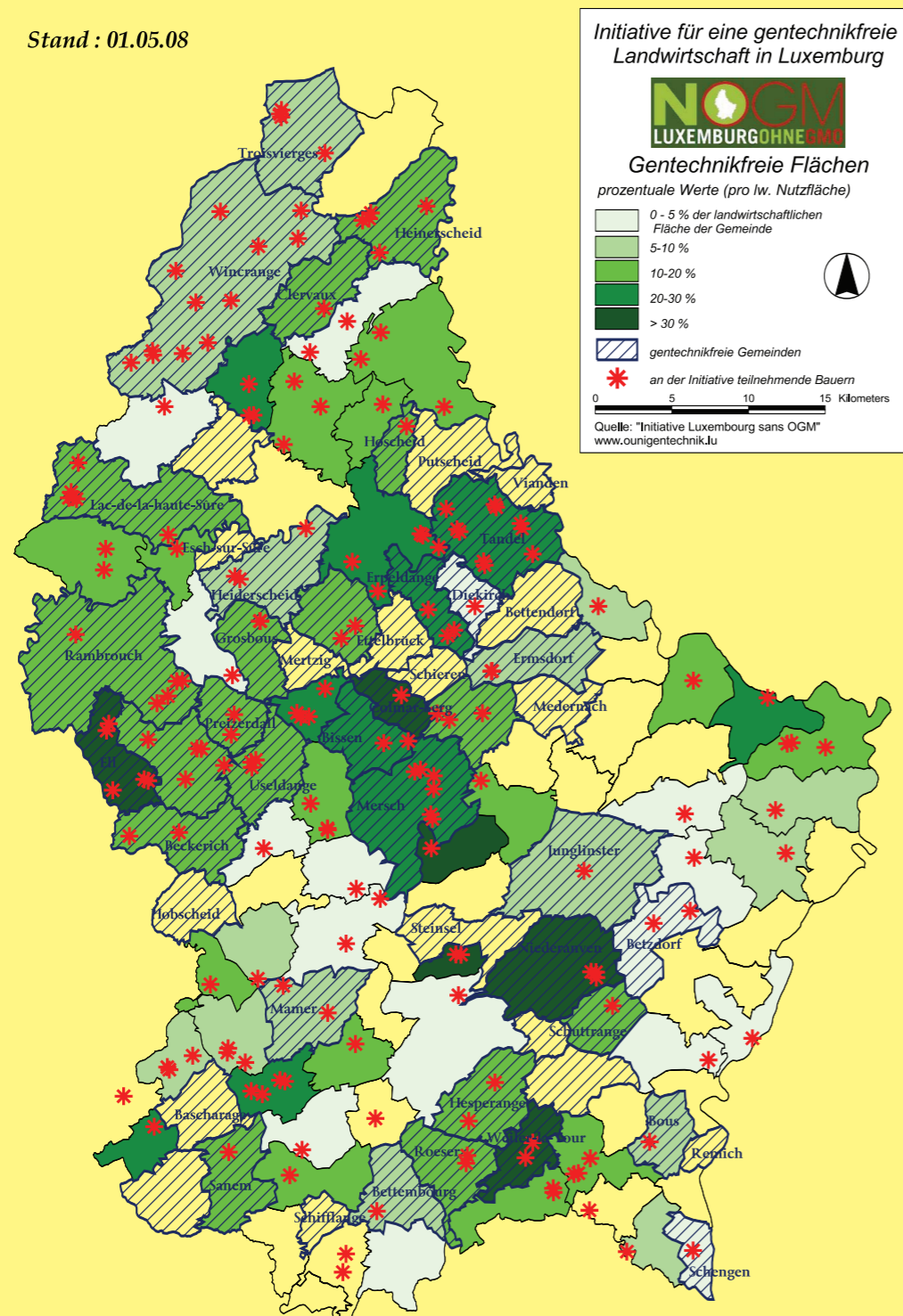
TRANSPARENCE ÉLECTRIQUE

La campagne de Greenpeace pour plus de transparence sur l'électricité consommée au Luxembourg a finalement connu un succès. Pendant plusieurs années, Greenpeace a travaillé au niveau européen et national pour un étiquetage de l'électricité qui devra renseigner les consommateurs sur l'origine et les incidences environnementales de l'électricité qu'ils consomment. Finalement, la Chambre des députés a adopté une résolution qui demande au gouvernement d'élaborer un règlement sur l'étiquetage qui permettra aux clients finals de choisir leur fourniture d'énergie en parfaite transparence et connaissance de cause.

HALTE AUX FAUSSES SOLUTIONS

Suite à l'annonce du fournisseur d'électricité luxembourgeois CEGEDEL d'investir éventuellement dans une nouvelle centrale à charbon qui pourrait capturer et stocker le dioxyde de carbone (CSC), Greenpeace a lancé un appel aux responsables politiques de s'opposer aux fausses solutions pour lutter contre les changements climatiques. Cette nouvelle technologie du CSC qui est en train d'être développée par l'industrie du charbon ne pourra pas contribuer aux objectifs de lutte contre les changements climatiques et comporte de multiples risques. Greenpeace a demandé au gouvernement de s'opposer à cette technologie et de développer une politique cohérente pour un avenir énergétique respectueux du climat.

Stand : 01.05.08



PROTEST November 2007, Lucknow, Indien. Auch von Versuchsfeldern kann eine genetische Kontamination ausgehen. Greenpeace versucht, den Testanbau von genetisch verändertem Reis zu verhindern.

AKTION Juni 2007, Luxemburg-Kirchberg. Anlässlich des Treffens der EU-Umweltminister fordert Greenpeace diese auf, Europa vor den Risiken einer Gentech-Landwirtschaft zu schützen.

ALARM August 2007, Abbotsford, Kanada. Mit einem Kornkreis macht Greenpeace auf die nur ungenügend erforschten Risiken der dort angepflanzten Gentech-Maissorte NK603 von Monsanto aufmerksam.

INFORMATION September 2007, Luxemburg-Stadt. Zusammen mit der „Initiative für ein gentechnik-freies Luxemburg“ informiert Greenpeace auf der OekoFoire zum Thema „gentechnikfreie Zonen“.

“GENTECHNIKFREIES LUXEMBURG” – EINIGE SCHRITTE NÄHER AM ZIEL

ARBEIT VOR ORT , IN DER ÖFFENTLICHKEIT...

Vernetztes Vorgehen, Vor-Ort-Arbeit in den Gemeinden und bei den Landwirten, Präsenz auf Messen (z.B. Oeko Foire), sowie der neue Internet-Auftritt der „Initiative gentechnikfreies Luxemburg“, www.ounigentechnik.lu, verhalfen der Gentechnik-Kampagne in Luxemburg zu einer neuen gesellschaftspolitischen Dimension.

... UND AUF POLITISCHER EBENE

Die politische Arbeit der Gentechnik-Kampagne von Greenpeace Luxemburg wurde durch die Dynamik der „Initiative Gentechnikfreies Luxemburg“ entschieden erleichtert und unterstützt.

Wichtige Bestandteile der politischen Arbeit 2007 waren zum einen die **Verhinderung der EU-Zulassung der gentechnisch veränderten Kartoffel „Amflora“ von BASF** - der Antrag auf Zulassung erhielt im Juli 2007 im Rat der EU-Landwirtschaftsminister nicht die nötige Mehrheit.

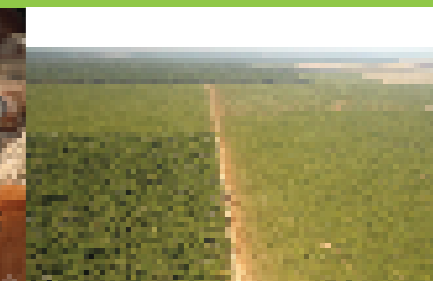
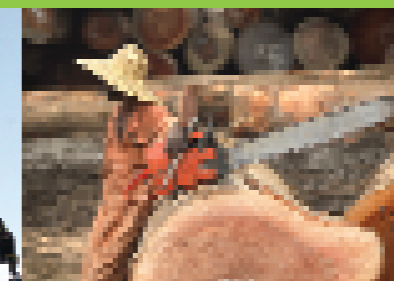
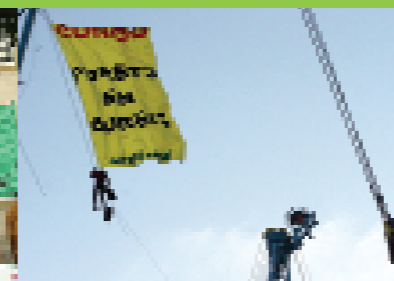
Sowie zum zweiten die Forderung nach einem **nationalen Verbot der beiden gentechnisch veränderten Mais-Sorten MON863 (Import) und MON810 (Anbau) der Firma Monsanto**. Im Fall des MON863 stellte der Gesundheitsminister ein gemeinsames Vorgehen mit Österreich in Aussicht, welches sich für ein nationales Verbot ausgesprochen hat.

Die **kritische Begutachtung der Vorentwürfe des „Koexistenzgesetzes“**, welches den parallelen Anbau von konventionell und biologisch angebauten Pflanzen einerseits, sowie Gentech-Pflanzen andererseits in Luxemburg regeln soll, war eine weiterer Arbeitsschwerpunkt. In diesem Kontext wurde Greenpeace Luxemburg, zusammen mit den Organisationen der „Initiative Gentechnikfreies Luxemburg“, im März im Agrarausschuss des Luxemburger Parlaments angehört.

Eine der bedeutendsten Aktivitäten der Gentechnik-Kampagne war sicherlich das Sammeln und die Überreichung von 13.000 Unterschriften, welche die Forderung einer Kennzeichnung für gentechnik-freie tierische Produkte unterstützen, an den luxemburger Landwirtschafts- respektive Gesundheitsminister im Februar 2007.

↑ **“Gentechnikfreies Luxemburg”** – das Jahr 2007 rückte dieses Ziel deutlich näher. Nachdem im Herbst 2006 mit dem „Appell von Neumünster“ eine breite gesellschaftliche Bewegung aus Bauern-, Umweltschutz und Nord-Süd – Organisationen, darunter auch Greenpeace Luxemburg, für

ein gentechnikfreies Luxemburg mobilisierte, hatten ein Jahr später (Oktober 2007) bereits 19 Gemeinden und 200 Bauern erklärt, ohne Gentechnik arbeiten zu wollen. Zur Jahreswende 2007/2008 waren 28 Gemeinden gentechnikfrei. Tendenz weiterhin steigend.



COLLABORATION Mai 2007 Luxembourg-ville, 23 organisations de défense de l'environnement et d'aide au développement remettent des demandes spécifiques concernant l'avenir des forêts du bassin du Congo et des populations qui en dépendent au gouvernement luxembourgeois.

BLOCAGE Juillet 2007 La Rochelle, France. Pour mettre en évidence la responsabilité de l'UE dans le pillage des forêts africaines, une action de blocage du port a été menée à La Rochelle pour dénoncer l'importation de bois issus d'exploitations forestières hors de tout contrôle.

RECHERCHE Décembre 2006 - Février 2007, RD du Congo. Des recherches révèlent que l'exploitation de la forêt en RDC se fait toujours au détriment de la population et de la biodiversité. Au rythme de la déforestation actuelle, les forêts anciennes d'Afrique ne seront bientôt plus qu'un souvenir.

MOBILISATION Buenos Aires. En Amazonie, la culture industrielle de soja transgénique menace la forêt. Greenpeace Argentine a récolté 1.500.000 signatures pour l'adoption d'une nouvelle loi pour la protection des forêts. La loi forestière impose un moratoire, un plan de zonage et des études d'impacts environnementaux.

SAVE OUR FORESTS – SAVE OUR CLIMATE

Greenpeace mène une campagne pour la protection des dernières forêts anciennes de la planète dont l'objectif à long terme est l'utilisation écologiquement responsable et socialement juste des forêts, incluant la création d'un réseau mondial d'aires protégées. **Il est urgent de protéger les forêts pour lutter contre les changements climatiques, sauvegarder la biodiversité et préserver le cadre de vie de dizaines de millions de personnes.** Les forêts du bassin du Congo, de l'Amazonie et du sud-est asiatique sont les zones prioritaires de notre campagne.

PAUVRETÉ ET DÉFORESTATION DES FORÊTS DU CONGO

En 2007, les activités de Greenpeace Luxembourg ont surtout été axées sur le Congo avec des demandes fortes auprès de la Banque mondiale et du gouvernement luxembourgeois parce que non seulement l'exploitation industrielle des forêts en République démocratique du Congo (RDC), soutenue par la Banque Mondiale, menace la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, mais en plus, elle ne permet pas de réduire la pauvreté des populations autochtones.

Un rapport de Greenpeace : « Le pillage des forêts du Congo » explique les raisons pour lesquelles un moratoire existant depuis 2002 sur l'attribution de nouveaux titres forestiers doit plus que jamais être maintenu. Les investi-

gations menées en RDC ont notamment révélé que des communautés locales ne recevaient qu'une centaine de dollars, quelques outils, du savon, quelques sacs de sel et des cigarettes en compensation de l'exploitation sur leur territoire de bois d'une valeur de plusieurs centaines de milliers de dollars.

En avril 2007, une action a donc été réalisée pour faire pression sur la Banque mondiale, afin de changer sa politique forestière en RDC et de ne pas répéter les mêmes erreurs qui ont été commises au Cameroun entraînant pauvreté et déforestation.

Greenpeace préconise, qu'avant une nouvelle attribution des titres forestiers, le gouvernement de RDC établisse un zonage régional écologiquement et socialement pertinent pour l'ensemble des forêts et crée une infrastructure gouvernementale capable de soumettre le secteur forestier à un État de droit et de gérer un réseau d'aires protégées.

Au niveau de la politique communautaire, Greenpeace se bat pour que l'Union européenne se dote d'une législation qui permette de lutter efficacement contre l'importation et le commerce du bois illégal ou exploité de façon non durable au sein de l'UE.

↑ **DÉFORESTATION ET RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE,** Indonésie Novembre 2007. Un mois avant la conférence qui décidera des suites à donner au protocole de Kyoto, un nouveau rapport de Greenpeace « Cooking the Climate », révèle comment en Indonésie, de grands groupes industriels (Unilever, Nestlé, Procter & Gamble) se rendent complices du

réchauffement climatique en participant à la destruction des espaces forestiers tropicaux au profit d'immenses cultures de palmiers à huile. Voilà l'état d'une forêt tropicale en Indonésie avant d'y planter des palmiers à huile.



↑ **Bevor die Meere leer sind** Überfischung, Verschmutzung und Klimawandel gefährden das Leben in den Meeren. Vor allem die kommerzielle Fischerei - die legale und die illegale - droht alles zu vernichten, was in den Ozeanen lebt. Nachdem die "normale" industrielle Fischerei mit immer leistungsfähigeren Schiffen und hochtechnisierten Fangmethoden die gängigen Bestände fast leer gefischt hat, nehmen die Fangflotten Kurs auf die wenigen, noch relativ reichhaltigen Fanggründe, z.B. im Pazifik, und gefährden dort die lokale Fischerei.

Die Überfischung muss gestoppt werden, bevor es nichts mehr zum Fischen gibt!
Vor allem Thunfisch- und Kabeljaubestände stehen kurz vor dem Kollaps. Greenpeace setzt sich auf EU und UN-Ebene

für eine sinnvolle Regulierung und Kontrolle der Fischfangquoten ein. Greenpeace hat 2007 verschiedene Schiffsexpeditionen durchgeführt, z.B. zum Baltischen Meer und ins Mittelmeer. Es wurden illegale Fangmethoden, und die Wege der überfischten bzw. illegal gefangenen Fische vom Fangnetz bis zum Umschlaghafen, sowie die mangelnden Kontrollen dokumentiert.

Bei der UN-Fischereikonferenz in Rom begründete Greenpeace die Forderung nach einem weltweiten Netzwerk von Meeresschutzgebieten, in dem sich die bedrohten marinen Tier- und Pflanzenarten regenerieren und von dort aus die Ozeane wieder bevölkern können.

AUFTAKT Valentinstag 2007: Nach dem Motto: „Wir lieben Japan, aber der Walfang bricht uns das Herz“ brachten Greenpeace-Aktivisten das Thema Waljagd an die Öffentlichkeit.
ALTERNATIVEN September 2007 Cook Islands, Pazifik. Greenpeace unterstützt Methoden der Walforschung, bei denen die

Tiere nicht getötet, sondern z.B. mit Satellitensendern versehen werden.
KONFRONTATION April 2007, Brüssel. Bei der Europäischen Meeresprodukte-Ausstellung konfrontierte Greenpeace Händler und Besucher mit der Frage, ob die angebotenen Fische aus nachhaltigem Fang stammen. Viele Firmen handeln mit Fischen,

die mit zerstörerischen Methoden gefischt wurden bzw. aus überfischten Beständen stammen.
FORDERUNG November 2007, Antalya, Türkei. Greenpeace-Aktivisten fordern die Internationale Kommission zur Erhaltung des Atlantischen Thunfisches (ICCAT) auf, schnellstmöglich einen Fangstopp zu beschließen, um die rapide

schwindenden Thunfisch-Bestände im Pazifik und im Mittelmeer zu erhalten.
EXPEDITION Mai 2007, Nordsee. Mit der Expedition zu den kollabierenden Kabeljaubeständen in der Nordsee will Greenpeace auf die akute Kabeljau-Krise aufmerksam machen.

HOFFNUNG FÜR DIE WALE

Die Walfang-Saison 2006/2007 endete für die Japaner, bevor sie richtig begonnen hatte. Auf dem Walfangsschiff Nishin Maru brach auf hoher See ein Feuer aus, wodurch jegliches Harpunieren unmöglich wurde. Nur mit Mühe gelang es den Walfängern, das Schiff wieder flott zu machen und aus den antarktischen Gewässern in den Heimathafen in Japan zurückzukehren.

Auch die Jagdsaison im Winter 2007/2008 brachte der japanischen Walfangflotte nicht die geplanten Resultate. Im Vorfeld hatte Greenpeace weltweit eine Informations- und Sensibilisierungskampagne gestartet. Auch in Japan informierte Greenpeace die Öffentlichkeit über den – wissenschaftlich nutzlosen, aber mit Millionen Yen an Steuergeldern finanzierten - von der Fischereibehörde als „wissenschaftlich“ deklarierten Walfang.

Bedingt durch den öffentlichen Druck, zog die japanische Regierung daraufhin den Plan zurück, in dieser Saison auch 50 der akut gefährdeten Buckelwale zu erlegen. Wie vorgesehen, brachen die Walfänger aber im November 2007 ins Walschutzgebiet (!) im Südpolarmeer auf, um insgesamt 935 Minke- und Finwale zu harpunieren.

Im Januar 2007 spürte das Greenpeace-Schiff Esperanza die Walfangflotte in den antarktischen Gewässern auf, und eine Verfolgungsjagd begann. Während 15 Tagen flüchteten die japanischen Walfänger vor dem Greenpeace-Schiff. In dieser Zeit wurde kein Wal erlegt. Zum großen Teil bedingt durch unsere Aktionen, aber auch, weil die Walfänger keine Finwale aufspüren konnten, kehrte die Walfangflotte mit nur ca. der Hälfte ihrer geplanten Fangquote zurück.

Greenpeace setzt sich weiterhin für einen endgültigen Stopp des kommerziellen Walfangs ein. Vor allem gilt es zu verhindern, dass die Japaner die alte „Nisshin Maru“ ersetzen und ein neues Walfangsschiff bauen.

Rein wirtschaftlich gesehen ist auch die Walbeobachtung lukrativer als der Walfang: 9 Millionen Touristen setzten 2006 weltweit beim sog. Whale-watching ca. 1 Milliarde Euro um.



↑ **Ist Ihr Computer umweltverträglich?** Wie groß ist die Festplatte, wie schnell der Prozessor? Das mag beim Computerkauf wichtig sein. Greenpeace hat 2007 untersucht, wie umweltverträglich Laptops sind. Ein solches Gerät besteht vor allem aus Plastik, Eisen, Kupfer und Zink. In kleineren Mengen enthalten sind Blei, Quecksilber, Cadmium, Beryllium, sechswertiges Chrom und bromierte Flammschutzmittel. Diese Stoffe sind gefährlich. Die Greenpeace-Untersuchung gefährlicher

Materialien in Laptops hat ergeben, dass die Hersteller zwar im Laufe des letzten Jahres begonnen haben, auf viele dieser giftigen Substanzen zu verzichten, dass es aber dennoch ein weiter Weg ist, bis auch die übrigen Risikochemikalien wie PVC, bromierte Flammschutzmittel (BFR) und Phthalate nicht mehr zum Einsatz kommen. Die Ergebnisse dieser Analysen, sind nachzulesen in dem Bericht „Toxic chemicals in computers – Reloaded“.



2007

RATGEBER 1 November 2007, Paris. Der Greenpeace-Ratgeber „Grüne Elektronik“ klassifiziert die führenden Hersteller von Mobiltelefonen, PCs, TV-Geräten und Spielkonsolen. Dabei bestimmen Faktoren wie Verwendung umweltfreundlicher Stoffe und Vorhanden-sein eines weltweiten Recyclingssystems die Rangstufe.

DRUCK Mai 2007 : Mit vielen Einzelaktionen und einem Internet-Wettbewerb macht Greenpeace Druck

auf den sich selbst gern innovativ gebenden Computer-Hersteller Apple. Im Mai kündigt Apple-Chef Steve Jobs schließlich an, schrittweise die gefährlichsten Substanzen aus seinen Geräten eliminieren zu wollen.

RATGEBER 2 Februar 2007 Hamburg. Greenpeace in Deutschland gibt die 2. Auflage seines Einkaufsratgebers „Essen ohne Pestizide“ heraus. Dort werden die meistverkauften Obst- und Gemüsesorten

der größten Supermarktketten auf ihren Pestizidgehalt überprüft. Durch die Herausgabe des Ratgebers an den Pranger gestellt, hat schon so mancher Handelsriese seine Einkaufskriterien zu Gunsten weniger belasteter Ware verbessert. Die Testergebnisse zeigen übrigens auch, dass Bio-Lebensmittel generell nicht mit Pestiziden belastet sind.

CHEMIEKATASTROPHE November 2007, Crimea, Russland. Bei einem Sturm über dem Schwarzen Meer

verunglücken gleich zwei Tanker, ca. 1.300 t Schweröl laufen aus. Die Behörden reagieren nur langsam. Greenpeace schickt ein Team vor Ort, welches den Behörden hilft, das Ausmaß der Katastrophe festzustellen und Gegenmaßnahmen zu ergreifen. Recherchen ergeben eine Kette von Unregelmäßigkeiten und schlechtes Management des Tankerverkehrs auf dem Schwarzen Meer.

GIFTE IM ALLTAG

Früher kamen die meisten Umweltgifte aus den Schornsteinen und Abwasserrohren der Industrieanlagen. Heute verlassen schädliche Chemikalien die Werkstore in Alltagsprodukten wie Bodenbelägen, Duschvorhängen oder Kleidung. Ob bromierte Brandhemmer, Weichmacher für Kunststoff oder künstliche Moschusverbindungen in Parfum - giftige Chemikalien umgeben uns im Alltag fast überall.

ELEKTROGERÄTE MACHEN UNSER LEBEN EINFACH...

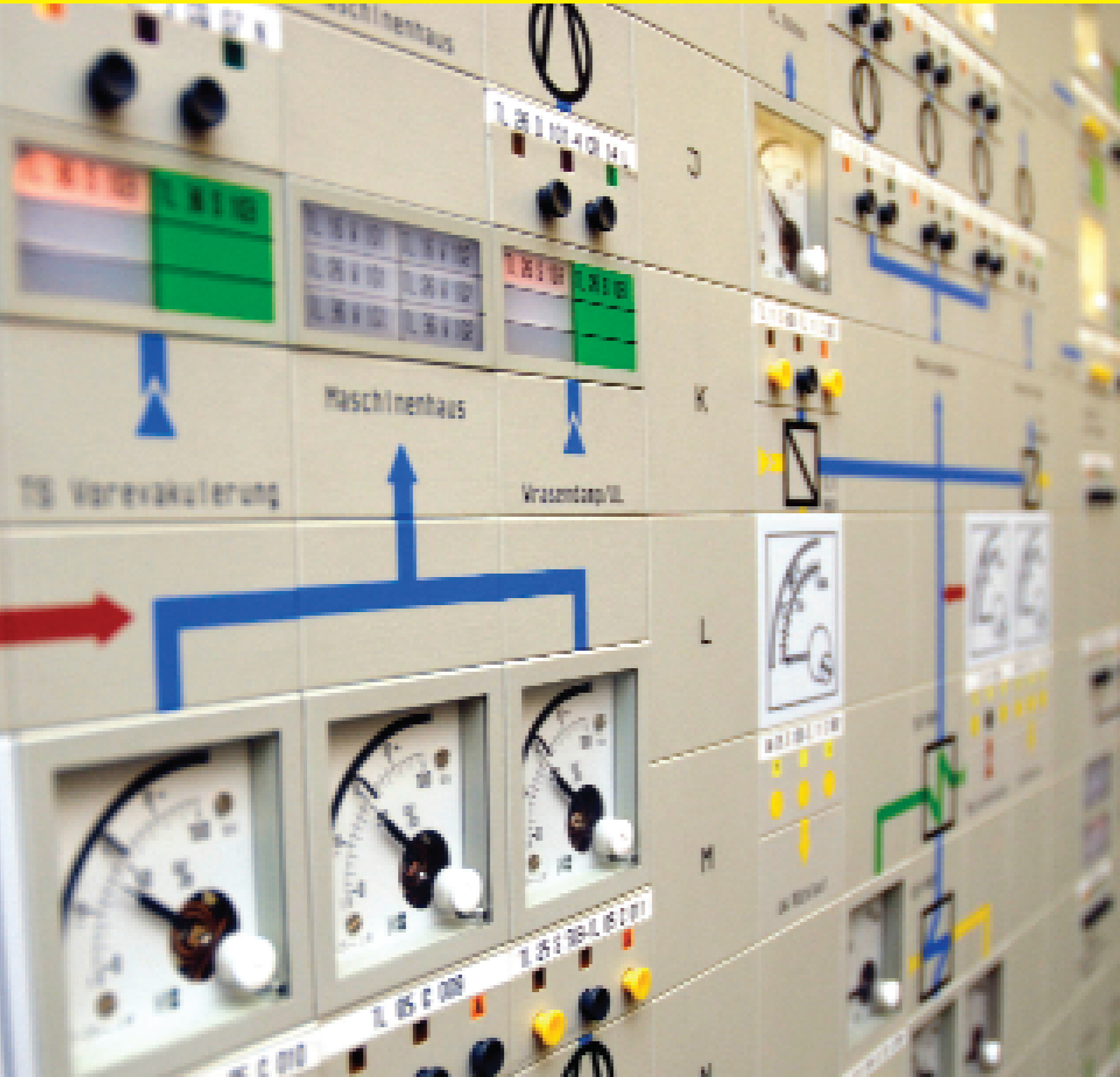
Computer und Handys, Radiowecker und Kühlschränke, Stereoanlage und Fernseher, Drucker und Fotoapparate, elektronisches Kinderspielzeug, und und und.

....ABER WIR SCHAFFEN MIT IHNEN VIELE KLEINE UMWELTGIFTBOMBEN

Computer, Handys, Elektrohaushaltsgeräte – die Zahl elektrischer und elektronischer Geräte nimmt rasant zu. Und damit auch das, was nach ihrer meist kurzen Lebensdauer davon übrig bleibt: Elektronikschrott. Diese neue Art Müll aus elektrischen und elektronischen Geräten ist in den letzten Jahren zur mit Abstand schnellstwachsenden Abfallsparte geworden. Geschätzte 5% des welt-

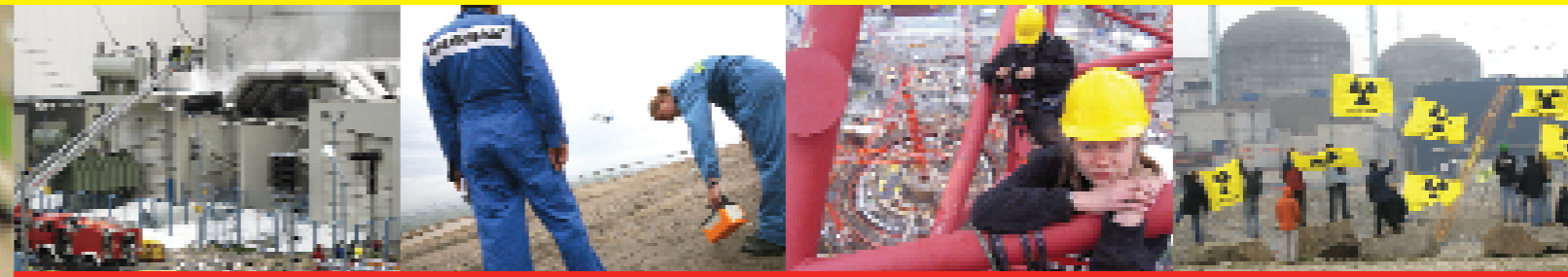
weiten Abfalls sind ausrangierte Elektrogeräte. Bestandteile dieser Geräte sind erstens die wertvollen Kupfer-, Silber-, Gold- und Eisen-Herzen, dann die sperrigen Gehäuse aus Metall, Glas oder Plastik und zuletzt die hunderterlei giftigen Chemikalien, Kunststoffe und Schwermetalle – wie z.B. Blei, Quecksilber und Cadmium. Das ergibt eine Lawine gefährlicher Abfälle von 20 bis 50 Millionen Tonnen pro Jahr, Tendenz steigend. Und die landen oft in Entwicklungs- oder Schwellenländern, wo sie unter katastrophalen Bedingungen im Freien gelagert und zur Wiederverwertung bzw. „Entsorgung“ ohne Sicherheitsmaßnahmen von Hand zerlegt werden.

Um diesen Giftmüll in den Griff zu bekommen, will Greenpeace das Problem schon an der Wurzel packen. Wo Elektrogeräte gebaut werden, wird Energie verbraucht und fällt Elektroschrott an. Greenpeace fordert von den Herstellern, dass sie **energiesparende, giftfreie und langlebige Produkte** anbieten, die sich einfach reparieren, aufrüsten und recyceln oder sicher entsorgen lassen. Greenpeace führt seit einiger Zeit eine Rangliste für «grüne Elektronik», die regelmäßig aktualisiert wird.



↑ **Graves dangers!** Du débat persistant relatif au programme iranien d'armes nucléaires, en passant par le tremblement de terre sur le site du réacteur nucléaire de Kashiwazaki au Japon, jusqu'aux pannes en série dans les centrales atomiques allemandes, l'année 2007 a livré suffisamment d'exemples illustrant ostensiblement les graves

dangers et le manque de fiabilité de l'énergie nucléaire. L'utilisation « civile » de l'énergie atomique pose les jalons de son application militaire, étant donné que le retraitement des déchets radio-actifs implique la production de plutonium, susceptibles d'intervenir dans la fabrication d'armes nucléaires.



ACCIDENT juin 2007, Kruemmel, Allemagne. Feu dans la centrale nucléaire de Kruemmel, près de Hambourg. Une centaine de pompiers a lutté pendant deux heures pour éteindre le feu.

CATASTROPHE juillet 2007, Kashiwazaki, Japon. Des habitants de la ville ont provisoirement perdu tout abri, après l'endommagement

de leur maison par un séisme survenu à 10 km de la côte. Le réacteur nucléaire local a également souffert. Une équipe d'intervention d'urgence de Greenpeace (Rapid Response Team) a enquêté, en collaboration avec des groupes nationaux sur place, afin d'évaluer l'ampleur des dégâts au niveau du complexe atomique.

PROTEST mai 2007, Olkiluoto, Finlande. Greenpeace s'oppose à la construction d'un nouveau réacteur nucléaire en Finlande. Celui-ci a coûté deux fois plus que le coût initialement estimé, sa réalisation a subi des retards sérieux et de surcroît on a constaté des incidents, qui font craindre pour la sécurité de cette centrale.

BLOCAGE avril 2007, Flamanville, France. Au jour anniversaire de Tchernobyl, 30 activistes de Greenpeace bloquent le chantier de l'EPR, à Flamanville. En pleine campagne présidentielle, cette action pousse les candidats à se positionner sur la question du nucléaire.

ÉNERGIE ATOMIQUE : TECHNOLOGIE CIVILE ET MILITAIRE À RISQUE

La position de Greenpeace par rapport à tous les programmes nucléaires, que ce soit pour la production d'énergie civile ou à des fins militaires, est la même pour tous les pays :

L'unique base pour la paix, la sécurité et un développement durable consiste à renoncer à tous les programmes d'armes nucléaires et de passer de l'énergie atomique aux énergies renouvelables. En d'autres termes : Greenpeace se positionne pour un monde totalement exempt de technologie nucléaire.

Sur l'ensemble du globe, des incidents se produisent quotidiennement dans les centrales nucléaires, des incidents qui seraient certes fâcheux dans une centrale électrique ordinaire, mais qui pourraient avoir des répercussions imprévisibles dans une centrale atomique. À plus forte raison en cas de menace terroriste.

QU'EN EST-IL DU POTENTIEL DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE POUR LA SAUVEGARDE DU CLIMAT ?

À l'échelle mondiale, environ 435 réacteurs produisent du courant électrique. L'énergie atomique représente seulement 6% environ de l'approvisionnement d'énergie élec-

trique de la planète, les énergies renouvelables atteignant d'ores et déjà près de 14%. Un développement de l'énergie atomique nécessiterait du temps et impliquerait de lourdes dépenses.

Les centrales atomiques n'ont pas d'avenir. Les stocks d'uranium à l'échelle mondiale sont très limités et estimés au plus à quelques dizaines d'années. Son prix deviendra donc vite un obstacle de plus. Par ailleurs, si l'on tient compte de l'ensemble du cycle de production de l'énergie nucléaire – de l'exploitation de l'uranium à la gestion des déchets radioactifs – cette énergie ne peut plus être caractérisée de non-génératrice de CO₂.

Il est donc évident que l'énergie atomique ne permet pas d'offrir des perspectives prometteuses pour la protection du climat. Investir dans cette forme d'énergie dépassée équivaut à s'engager consciemment dans une impasse en matière de politique énergétique. Ce serait là un acte irresponsable vis-à-vis des générations futures.

20-20-20: Wird Luxemburg endlich die Kehrtwende in der Klima- und Energiepolitik schaffen ?

23. Januar 2008: die EU-Kommission stellt ihre Vorstellungen für die zukünftige Klimaschutz- und Energiepolitik der Europäischen Union vor: 20% weniger Treibhausgase bis 2020 und ein Anteil von 20% erneuerbaren Energien — so lassen sich die EU-Klimaziele grob zusammenfassen. Doch bevor diese Ziele für alle EU-Staaten verbindlich sein werden, steht ein langer Verhandlungsmarathon zwischen EU-Kommission, EU-Parlament und EU-Ministerrat bevor.

23. Januar 2008: ein Tag, der bei der luxemburgischen Regierung sicherlich für Panik sorgte: 20% weniger Treibhausgase in Luxemburg bis zum Jahr 2020. Schluss mit dem jahrelangen Freikaufen von Emissionsrechten im Ausland. Vorrang für nationale CO₂-Einsparmaßnahmen bei Industrie, Haushalten und Verkehr sowie eine massive Steigerung bei den erneuerbaren Energien. Wovon Greenpeace seit Jahren gewarnt hat, bewahrheitet sich jetzt: bloßes Jammern und die Hausaufgaben nicht machen, endet in der klimapolitischen Sackgasse. Luxemburg muss seine Klimaschutzziele zuhause erfüllen, wenn das Land den Zug in eine nachhaltige und energieeffiziente Zukunft nicht verpassen will. Doch anstatt die nationalen Klima-Probleme anzugehen, werden seit Jahren Millionen Euro für zweifelhafte „Klimaschutzprojekte“ im Ausland verplempert. Vergeudete Steuergelder und verlorene Zeit, um das Land fit für die Zukunft zu machen.

23. Januar 2008: ein Jahr voller Arbeit für Greenpeace Luxemburg kündigt sich an. Die Herausforderung: nichts geringeres, als im Vorfeld der Parlamentswahlen 2009 Regierung und Parlament davon zu überzeugen, dass das reichste Land der EU kein „Sonderfall“ in Sachen Klimaschutz ist, sondern ebenso wie alle anderen EU-Staaten seine Klimaschutzziele zuhause erfüllen muss und erfüllen KANN ! Zu befürchten ist jedoch, dass die luxemburgische Regierung alle Register ziehen wird, um die Klimaschutzziele der EU zu verwässern.

UNSERE KLIMAPOLITISCHE ARBEIT WIRD SICH IM JAHR 2008 /2009 MIT FOLGENDEN THEMEN BEFASSEN:

➤ Ausstieg aus dem Tanktourismus

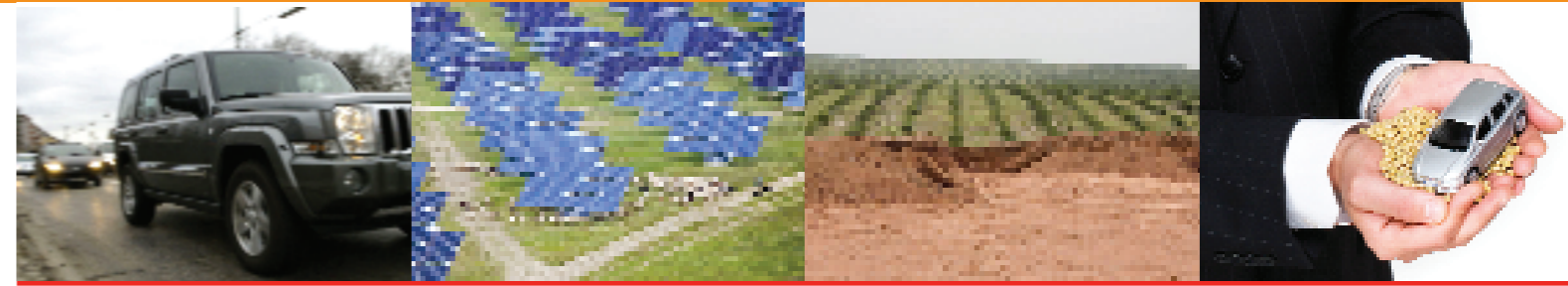
Greenpeace fordert seit Jahren den Ausstieg des Landes aus dem sogenannten „Tanktourismus“. Billigere Benzin- und Dieselpreise als in den Nachbarländern sind nach wie vor der Hauptgrund für den hohen Treibstoffverbrauch des Landes. Mehr als 40% des luxemburgischen Ausstoßes an Treibhausgasen werden hierdurch verursacht. Luxemburg könnte sämtliche internationalen Klimaverpflichtungen erfüllen, wenn es endlich den schrittweisen Ausstieg aus dem Tanktourismus umsetzen würde.

➤ Steigerung der Energieeffizienz

9% mehr Energieeffizienz bis zum Jahr 2016 fordert die entsprechende EU-Direktive. Anfang März 2008 hat die Regierung ihren nationalen Energieeffizienzplan vorgelegt: doch die geforderten 9% Energieeinsparung wird Luxemburg nicht schaffen; mit den geplanten Maßnahmen der Regierung werden wir nur etwa 5% Energieeinsparung erreichen. Die Ursachen hierfür liegen einerseits im Tanktourismus begründet. Andererseits setzt die Regierung die Einsparmöglichkeiten zu niedrig an: laut einer Greenpeace-Studie von 2006 ist das Einsparpotenzial doppelt so hoch.

➤ Ausbau der erneuerbaren Energien

Knapp 1% des luxemburgischen Energieverbrauchs wird derzeit durch die nationale Produktion erneuerbarer Energien gedeckt. Bis 2020 soll der Anteil auf 11% gesteigert werden – ein Ziel, das auf den ersten Blick unerreichbar scheint. Man muss jedoch bedenken, dass sich das Ziel von 11% auf den Gesamtenergieverbrauch bezieht. Und wenn dieser, z.B. durch den Ausstieg aus dem Tanktourismus, wesentlich gesenkt wird, ist die Bezugsgröße kleiner und damit auch der zu erreichende Wert für die erneuerbaren Energien. Ohne Tanktourismus



könnte - laut Studie des Umweltministeriums – das Ziel von 11% durch den inländischen Ausbau der erneuerbaren Energien realistisch erfüllt werden – vorausgesetzt, der politische Wille ist vorhanden und die erneuerbaren Technologien werden entsprechend gefördert !

➤ Agrotreibstoffe: kein Mittel gegen den Klimawandel

Agrokraftstoffe sollen bis 2020 10% des Energieverbrauchs im Verkehrssektor decken. Doch diese Ziel hätte zum einen aufgrund der Zerstörung der letzten Urwälder katastrophale Folgen für den Klima- und Artenschutz. Zum anderen würde dies für Millionen Menschen in den Drittwelt- und Schwellenländern die Lebensmittelversorgung noch stärker gefährden. Die derzeitige Nahrungsmittelkrise ist nur ein Vorgeschmack auf das, was den Ärmsten der Welt noch bevorsteht. Gerade für die luxemburger Regierung ist jedoch das 10%-Agrokraftstoff-Ziel ausgesprochen „attraktiv“: damit könnte die Hälfte des luxemburgischen Zieles für erneuerbare Energien erfüllt werden. Auch hier führt der Tanktourismus zu immer perverseren Situationen !

➤ Schluss mit den fragwürdigen „Clean Development-Mechanismen“

Luxemburg deckt sein CO₂-Reduktionsziel derzeit vollständig über den Zukauf von CO₂-Emissionsrechten ab, während inländische Maßnahmen lediglich ausreichen, um einen Teil des Emissionszuwachses (!) des Landes zu kompensieren. Kein anderes europäisches Land lässt einen solch hohen Anteil seiner Kyoto-Pflichten auswärts erledigen wie Luxemburg. Die Erfahrung vieler Studien zeigt jedoch, dass diese Projekte generell nicht das bringen, was man von ihnen erwartet hat : kaum Beiträge zur nachhaltigen Entwicklung in den Gastländern und viele unerwünschte ökologische und soziale Nebenwirkungen. In Zukunft müssen laut den Vorschlägen der EU-Kommission die Klimaschutzziele jedoch fast ausschließ-

lich durch nationale Maßnahmen erreicht werden. Nur noch 3% der CO₂-Emissionen dürfen in Zukunft durch Ankauf von Emissionsrechten von Projekten außerhalb des Landes getätigt werden. Nach jahrelangem Nichtstun ist Luxemburg jetzt umso stärker gefordert, seine nationale Energiepolitik zu überdenken – allem voran der Ausstieg aus dem Tanktourismus.

➤ CO₂-Speicherung: „saubere Kohle“ gibt es nicht !

Anstatt auf energieeffiziente Technologien und erneuerbare Energien zu setzen, wollen die energieintensiven Industrien – allen voran die Stromerzeuger und Stahlproduzenten – eine neue „End-of-Pipe“-Technologie durchsetzen: die Speicherung des CO₂-Ausstoßes im Erdreich. Diese Technologie ist nicht nur mit Umweltrisiken verbunden, sie ist teuer und steckt zudem noch in der Entwicklung und wird bis 2020 nicht verfügbar sein. CO₂-Speicherung: das „grüne Mäntelchen“ für Klimakiller, jedoch kein Rezept gegen den Klimawandel !

➤ Für eine verbindliche Reduktion der CO₂-Emissionen bei Neuwagen in der EU

Um die durch den Verkehr verursachten CO₂-Emissionen zu reduzieren, hat die EU-Kommission eine neues Gesetz vorgeschlagen, das in diesem Jahr von Europaparlament und Umweltministerrat angenommen werden soll. Greenpeace verlangt die Einführung eines flottenweiten Verbrauchs-Standards, welcher zu höchstens 120 g CO₂ pro km im Jahre 2012 und von 80 g im Jahre 2020 führt. Die Autobranche kann sich so grün geben wie sie will: Tatsache bleibt, dass die frühere freiwillige Vereinbarung zwischen den Autoimporteuren und der EU Kommission bei weitem verpasst wird. Die Politik muss nun endlich umsteuern, und Greenpeace wird weiter Druck in dieser Richtung machen.



Good news for sympathizers of Greenpeace who speak English:

Be informed about Greenpeace in English

Greenpeace, as a global organization, is present in 40 countries across Europe, the Americas, Asia and the Pacific. English is the internal language we use to communicate across these continents. As a result a wealth of information exists in English. This includes our latest press releases, updates, background information, reports and videos which can be made available for distribution to interested people.

Greenpeace in Luxembourg is convinced that there are many people amongst our supporters who would like to be kept up to date not only in French or German, but also in English.

We also believe that there may be other possible friends of Greenpeace interested in receiving information in English from the international English speaking communities of Luxembourg.

We invite you to sign up for our new communication tools in English:

- Keep up to date with our campaigns by signing up for the **international monthly e-bulletin**.
- Be informed via the **international quarterly paper newsletter**
- Subscribe to the **'Greenpeace Business' quarterly magazine** published by Greenpeace UK. This outlines Greenpeace campaign objectives and how they relate to industry. We showcase positive, economically and environmentally sustainable solutions, such as 'Greenfreeze' technology.

Greenpeace tries to inform interested people free of charge. However costs are incurred to produce and mail out these publications. As we are not asking for a subscription fee for any of these products it would be great if you would consider an additional gift. Thanks a lot.

You can request a trial sample of the existing **English material** by sending an e-mail to: petra.matthes@greenpeace.org.

If you have any questions you can contact me directly: Tel: 54 62 52 29

Bem-vindo

Pour nos adhérents avec des liens au Portugal

Não tem de estar em Portugal, para ajudar a construir um futuro mais verde e pacífico para o povo português. Através do site da Greenpeace.pt, pode assinar a newsletter gratuita e participar regularmente nas ciber-actões e nos desafios que colocamos aos lusófonos. A luta pelo ambiente não tem fronteiras e através do mundo digital, mesmo a muitos quilómetros de distância a sua participação é importante.

Para subscrever a newsletter, visite: <http://www.greenpeace.org/portugal/subscrever-newsletter>

Para participar nas ciber-actividades, visite: <http://www.greenpeace.org/portugal/participa>



LES RECETTES DE GREENPEACE EN 2007

COTISATIONS : 542.000 €

82,9 % des recettes de Greenpeace proviennent de dons réguliers, sous forme d'ordre permanent ou de cotisation annuelle.

Par vos **AUTRES DONNS** à hauteur de **108.000 €**

vous soutenez les activités de Greenpeace en général ou des projets de campagnes spécifiques.

INTÉRÊTS : 4.600 €

Greenpeace détient des réserves à hauteur de 3 mois de dépenses courantes. Ces fonds sont placés sur un compte d'épargne afin d'être disponibles à tout moment.



LES DÉPENSES DE GREENPEACE EN 2007

DÉPENSES TOTALES POUR LES CAMPAGNES : 431.000 €
 dont campagnes nationales : 323.000 €
 et campagnes internationales : 108.000 €

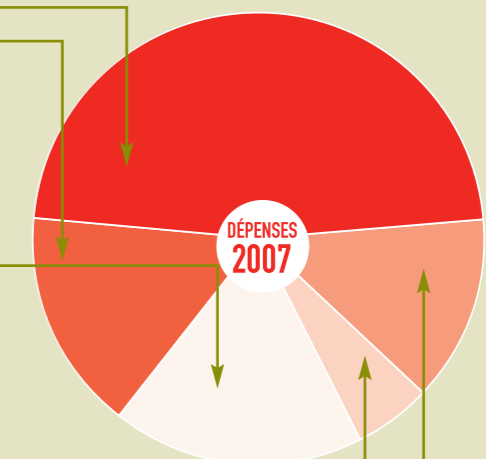
Par le biais d'un circuit de redistribution, les bureaux « riches » de Greenpeace financent le travail des bureaux dans les pays du Sud et de l'Est. Ainsi Greenpeace Luxembourg a contribué à hauteur de 18% de ses recettes totales aux campagnes internationales.

RÉCOLTE DE FONDS : 123.000 €

En refusant toute convention avec l'Etat et les dons de l'industrie, Greenpeace garantit sa liberté d'agir en toute indépendance. Le revers de la médaille : des frais considérables pour faire connaître nos activités aux 9.095 particuliers qui ont soutenu notre travail en 2007.

RECRUTEMENT DE 1.157 NOUV. MEMBRES DONATEURS
 dépenses nettes : 38.000 €

ADMINISTRATION ET COORDINATION : 91.000 €



(comptes établis le 31.12.2007, audités par la fiduciaire Marc Muller le 21.2.2008)



chance

Electricité verte Ökostrom



GREENPEACE

En savoir plus sur Greenpeace

TITRE NOM PRÉNOM

N°, ADRESSE

CODE POSTAL, LIEU

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Envoyez-moi s.v.p. (cocher) :

- des informations générales sur Greenpeace
- de l'information sur le thème :
- des informations sur l'Électricité Verte
- the English information trial pack
- un formulaire d'ordre permanent pour mon soutien régulier

Qui est Greenpeace ?

Greenpeace est une organisation internationale de protection de l'environnement, financée de manière indépendante par des dons de ses sympathisants. Nous exigeons des gouvernements et de l'industrie qu'ils suppriment les pratiques nocives en négociant des solutions, en effectuant des recherches scientifiques, en proposant des alternatives dites « propres », en exécutant pacifiquement des actes de désobéissance civile, et en mobilisant le public.

IMPRESSUM :

GREENPEACE LUXEMBOURG
 B.P 229 L-4003 Esch/Alzette
 Tél. : + 352 54 62 52-1
 Fax : + 352 54 54 05
 CCPL LU51 1111 0893 0060 0000
www.greenpeace.lu greenpeace@pt.lu